



**PRÉFET
DU VAL-
DE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet
Direction des sécurités**

Créteil, le 16/03/2023

**Service interministériel de défense
et de protection civiles**

01 49 56 62 10

pref-prevention-incendie@val-de-marne.gouv.fr

DOSSIER N° CAC-R15
suivi par Florian SOUTERENE

La Préfète du Val-de-Marne

à

Monsieur le Maire de Cachan
À l'attention de Mme Aleksandra GLIGORIC

OBJET : Établissement recevant du public
Institut universitaire de technologie (IUT)

9 Avenue de la Division Leclerc 94230 CACHAN

REFER : Votre transmission du 13 février 2023
AT094 016 23 W 0003 du 10/02/2023

P.J. : 1 avis de la sous-commission départementale

Par lettre du 13 février 2023, vous m'avez transmis le dossier cité en référence.

Lors de sa réunion du **13 mars 2023**, la sous-commission départementale pour la Sécurité contre les Risques d'Incendie et de Panique dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur (SCDS) a émis un avis sur ce dossier.

Cet avis, ci-joint, est assorti des prescriptions formulées par cette instance qui devront être annexées au document d'urbanisme et respectées par le pétitionnaire.

Je vous saurai gré de bien vouloir me faire parvenir une copie de ce document lorsque celui-ci aura été délivré.

P/La Préfète et par délégation
L'adjoint au chef du SIDPC

Thomas BOURSIN

**AVIS
DE LA SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES
D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
ET LES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR**

N° 23-0082 - Régularisation SSI

REFER : AT 094 016 23 W 0003 du 10/02/2023 reçue en préfecture le 14 février 2023.

ÉTABLISSEMENT : Institut universitaire de technologie (IUT) [CAC-R15]

9 Avenue de la Division Leclerc 94230 CACHAN

CLASSEMENT :

Il s'agit d'un groupement d'établissements (GN 2) de **type R** avec une activité secondaire de **type N**, susceptible d'accueillir **1 150** personnes dont **150** au titre du personnel, classé en **2^e catégorie**. Il relève des dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

HISTORIQUE :

L'établissement a fait l'objet d'un avis **favorable** à la poursuite de son activité, suite à la visite périodique de la commission communale de sécurité, le 15 décembre 2022.

DESCRIPTION :

Ce dossier de régularisation administrative concerne, le classement de l'établissement en un établissement unique de 2e catégorie et le remplacement du SSI comprenant des travaux inhérents à ce changement.

Les travaux intéressent plus particulièrement :

- la mise en place de déclencheurs manuels, de BAES, de commande de désenfumage ;
- la mise en place de portes coupe-feu ;
- la modification des serrures sur certaines sorties de secours.

Il est composé d'un ensemble de 8 bâtiments dont 7 sont accessibles au public. Le maître d'ouvrage déclare que l'établissement est traité selon les dispositions de l'article GN 2.

Il est distribué de la manière suivante :

- le **bâtiment A** à usage d'habitation (R+3) ;
- le **bâtiment B** (R+1) comprend :
 - à l'étage : des bureaux administratifs ;
 - à rez-de-chaussée : des bureaux administratifs, une infirmerie, une reprographie et des locaux techniques ;
 - au sous-sol : des locaux techniques ;
- le **bâtiment C** (R+2) comprend :
 - au 2e étage : des salles de classe ;
 - au 1er étage : une bibliothèque, un studio vidéo et des salles informatiques ;
 - à rez-de-chaussée : un hall, une loge, un foyer, un bureau des élèves et des salles de classe ;

- le **bâtiment D** / deux amphithéâtres (R et -1) ;
- le **bâtiment E** (R+3) comprend :
 - dans les étages : des bureaux et des salles de cours ;
 - à rez-de-chaussée : une cafétéria, des salles de cours, des ateliers et des bureaux pour les enseignants ;
- le **bâtiment F** à simple RDC comprend des bureaux, des salles de cours, des plateaux techniques, des laboratoires, des vestiaires et une réserve ;
- le **bâtiment G** à simple RDC comprend des bureaux, des salles de cours, des plateaux techniques, des salles de travaux pratiques, une salle multimédia, une salle de repos, un local technique et une réserve ;
- le **bâtiment H** à simple RDC comprend des bureaux, des salles de cours, des salles de travaux pratiques, une salle multimédia, des locaux techniques et une réserve.

Le bâtiment E est relié, en sous-sol, par une galerie technique recoupée au droit des différentes entités, avec les bâtiments G et H.

Les bâtiments B, C et E communiquent en RDC par un dispositif conforme aux dispositions de l'article CO 10 du règlement de sécurité.

Ces bâtiments disposent des installations techniques et de sécurité suivantes :

- un SSI de catégorie B commun à l'ensemble de l'établissement avec un équipement d'alarme de type 2a ;
- un éclairage de sécurité par BAES et source centrale commune ;
- un réseau de RIA ;
- une cuisine (puissance électrique des appareils < 20kW) ;
- un système de chauffage alimenté par géothermie et CTA pour le bâtiment D ;
- un monte-charge dans le bâtiment C ;
- un ascenseur PMR pour le bâtiment E.

ÉTUDE DES DOCUMENTS :

Sont joints au dossier les documents suivants :

- une notice de sécurité datée du 20 janvier 2023;
- les plans datés du 9 janvier 2023.

L'examen du dossier appelle la remarque suivante :

- Le maître d'ouvrage déclare que l'établissement est traité selon les dispositions de l'article GN 2 sans préciser l'identité précise du responsable unique de sécurité (prescription n° 6).

Après l'étude des différents documents, la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur émet un **avis favorable** au projet. **Elle demande la réalisation des mesures suivantes :**

- 1) Réaliser et installer le système de sécurité incendie (SSI) conformément aux dispositions de l'article MS 53 § 2.
- 2) Faire réaliser une mission de coordination SSI dans le cadre de l'installation, de la modification et de l'extension du SSI conformément à la norme NF S 61-931 §5.3.1.
- 3) Assurer la surveillance du tableau de signalisation de l'équipement d'alarme de type 2a pendant les heures d'exploitation de l'établissement, par du personnel permanent qualifié conformément aux dispositions de l'article MS 66.

Dans le cas où cette surveillance serait réalisée à partir d'un report de l'alarme restreinte, ce report doit être limité à une distance permettant au personnel de surveillance de se rendre rapidement au tableau de signalisation afin d'être en mesure d'exploiter l'alarme restreinte.

- 4) Apposer sur les portes coupe-feu à fermeture automatique en cas d'incendie ou à leur proximité immédiate, conformément à l'article CO 47 (§ 2), une plaque signalétique bien visible portant la mention :
"PORTE COUPE-FEU – NE METTEZ PAS D'OBSTACLE A LA FERMETURE".
- 5) Asservir la fermeture des portes d'accès aux cages d'escaliers protégés ainsi que celles de recoupement des circulations au déclenchement du processus d'alarme conformément aux dispositions des articles R 15 §2 et R 16.
- 6) Faire établir et transmettre aux autorités compétentes un courrier nommant clairement la personne désignée pour occuper la fonction de responsable unique de sécurité, conformément aux dispositions de l'article R.143-21 du code de la construction et de l'habitation. Cette personne, interlocuteur privilégié de l'autorité administrative, doit disposer des moyens et des compétences lui permettant d'assurer sa mission.
- 7) Lever les observations des rapports des visites périodiques antérieures.
- 8) Réaliser les travaux conformément aux plans et notices joints au dossier étudié.
- 9) S'assurer conformément aux exigences de l'article GN 13, que les travaux ne font encourir aucun danger particulier et aucune gêne à l'évacuation du public susceptible d'être accueilli dans l'établissement pendant la durée des travaux
- 10) S'assurer du concours, pendant les travaux, d'organismes ou de personnes agréés par le ministre de l'Intérieur pour effectuer les vérifications de sécurité conformément aux articles R 143-34 et R 143-37 du Code de la Construction et de l'Habitation. Les procès-verbaux, comptes rendus et le Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux seront présentés à la commission de sécurité et annexés au registre de sécurité.

Fait à Créteil, le 13 mars 2023.

P/La Préfète et par délégation
Le Président de la SCDS



Thomas BOURSIN